

TROUVER LA VOIE DE LA RELANCE ÉCONOMIQUE

Nous traversons actuellement la récession la plus grave que l'Union européenne ait jamais connue – et la première depuis le passage à l'euro – et les récentes prévisions économiques de la BCE et de l'OCDE annoncent que le pire est encore à venir. Nos partenaires commerciaux traversent également des temps difficiles du point de vue économique. Au début novembre 2008, le sommet de l'UE a décidé qu'il était nécessaire de réagir de manière coordonnée. Il a demandé à la Commission européenne d'élaborer des propositions pour sa prochaine réunion un mois plus tard. Le plan européen de relance économique, publié à la fin novembre 2008, est cette réponse de la Commission.

Compte tenu de l'ampleur de la crise, l'UE a besoin d'une approche coordonnée, suffisamment importante et ambitieuse pour rétablir la confiance des consommateurs et des entreprises. Ce plan doit réunir tous les moyens d'action stratégiques nationaux et communautaires. Bien que les États membres détiennent la plupart des leviers économiques, et notamment ceux susceptibles de stimuler la demande des consommateurs à court terme, ils se trouvent dans des situations très différentes en termes de marge de manœuvre budgétaire, ce qui rend d'autant plus importante une coordination efficace.

Quand la crise s'est aggravée, la Commission a actualisé son plan de relance pour le Conseil européen de printemps 2009, afin de déterminer d'autres mesures – nationales ou communautaires – susceptible de stimuler la relance.

Comment nous avons joué un rôle moteur

Le chômage augmente à un rythme alarmant. Nous devons consentir des efforts afin de stimuler l'économie européenne et mondiale, dans le but d'éviter une période prolongée de stagnation ou de croissance négative et une détérioration supplémentaire de la situation du chômage. Notre priorité absolue, qui sous-tend notre appel à prendre de nouvelles mesures pour créer et préserver l'emploi, consiste à prévenir le chômage de masse et encourager une croissance verte intelligente. Nos économies dépendent plus que jamais l'une de l'autre. C'est pourquoi seuls des efforts de relance mondiaux et européens plus forts, plus ambitieux et mieux coordonnés nous permettront d'échapper à la récession. Agir uniquement au niveau national ne suffit pas. Nous, les socialistes, nous insistons sur le fait que la seule voie à suivre est d'agir ensemble. C'est la solution qui nous permettra d'amorcer une relance plus forte. En nous consacrant aux bonnes priorités, nous pourrions contribuer à une relance qui bénéficiera à tous. Le renforcement de la relance économique européenne doit se fonder sur les priorités suivantes:

- nous devons accorder la priorité à davantage d'investissements ayant des répercussions immédiates et positives sur l'emploi, qui représentent la clé pour une nouvelle croissance en 2009 et en 2010. L'UE devrait adopter une stratégie ambitieuse en matière d'investissement, dotée de priorités communes pour la création d'emplois qui permettraient d'adapter les différentes mesures aux circonstances nationales. Cette stratégie devrait faire l'objet d'une planification précise et bien ciblée, ce qui lui permettrait de stimuler l'emploi rapidement et de contribuer à des objectifs à long terme. Il conviendrait de compléter les mesures d'incitation et les investissements publics en faveur du secteur privé par un recadrage des instruments financiers de l'UE;
- les banques doivent recommencer à prêter afin d'encourager les dépenses et investissements privés indispensables à la relance. L'octroi d'une aide publique aux banques devrait être subordonné à cette condition;
- il y a lieu de définir un nouveau pacte pour l'emploi visant à préserver ce dernier, à aider les chômeurs à trouver un travail le plus rapidement possible et à stimuler la création de postes. La crise doit être perçue comme une possibilité d'améliorer les compétences de la main-d'œuvre à travers l'Europe. En matière d'emploi et d'enseignement, les politiques sociales doivent être renforcées et développées;
- nous devons nous attaquer aux coûts sociaux de la crise dans leur ensemble, afin d'empêcher une hausse de la pauvreté, de l'inégalité et de l'exclusion. Un accord sur un pacte européen pour le progrès social est d'une importance vitale. Il convient d'adopter des stratégies ciblées et de renforcer celles existantes afin d'aider les personnes les plus touchées par la crise, à savoir les personnes disposant de faibles revenus, celles qui risquent de perdre leur maison, les jeunes, les retraités et les femmes du secteur des services à la tête de familles monoparentales qui devraient être les victimes de la prochaine vague de la crise. Ces stratégies pourraient inclure le renforcement des systèmes de protection sociale, l'octroi d'une aide au revenu ciblée afin de préserver le pouvoir d'achat (diminutions ponctuelles d'impôts et crédits, par exemple), des politiques visant à garantir un prix abordable pour les produits de première nécessité tels que l'électricité et le gaz, des politiques destinées à garantir la

disponibilité et l'accessibilité des hypothèques et la fourniture d'une assistance particulière aux personnes les plus vulnérables;

- la solidarité et l'intérêt commun doivent rester au cœur de l'UE. Il convient désormais de prêter une attention particulière aux États membres en proie à des difficultés spécifiques, notamment à certains «nouveaux» membres. Nous devons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour éviter l'apparition de nouvelles frontières économiques en Europe. L'UE doit de toute urgence renforcer l'aide qu'elle octroie aux États membres qui traversent une situation de grave instabilité, ou qui ne disposent pas des ressources nécessaires pour stabiliser leur système bancaire ou investir en vue de relancer l'économie. Dans ce contexte, il convient de renforcer l'efficacité et la capacité des instruments existants, ainsi que d'envisager de nouveaux instruments de financement. La zone euro devrait se préparer à un nouvel élargissement, afin d'englober les États membres qui remplissent toutes les conditions requises et qui se montrent intéressés par l'adhésion;
- les marchés financiers doivent être là pour servir l'économie réelle et non pour la commander. La stabilité à long terme du système financier et le rétablissement de la confiance de la population vis-à-vis du secteur bancaire dépendent à présent de la mise en place de mécanismes de régulation et de supervision complets et solides de tous les instruments et les acteurs financiers, y compris les fonds spéculatifs et les fonds de capital-investissement. Mettre un terme à la récession économique doit être notre priorité, mais cela doit s'accompagner d'une meilleure réglementation garantissant la stabilité, la transparence et l'efficacité des marchés financiers en Europe et dans le monde. Nous devons également élaborer une stratégie sur le long terme en vue de renforcer et de développer les bonnes pratiques bancaires, qui doivent être étroitement liées aux consommateurs et satisfaire les besoins réels des particuliers et des entreprises.

Notre succès

Même si les États membres de l'UE embrassent la rhétorique d'un plan de relance économique coordonné, ils ne sont pas passés de la parole aux gestes. À la suite d'une initiative des socialistes au Parlement européen, le PE a toutefois défini ce que l'Europe doit faire pour préserver l'emploi et amorcer la relance économique. Dans le «rapport Ferreira» – essentiellement rédigé par le groupe socialiste mais adopté par le Parlement à une grande majorité –, le Parlement a invité le sommet de l'UE du printemps 2009 à faire preuve d'initiative, à agir de manière concertée et à placer les Européens ordinaires au centre des plans de relance nationaux et européens. Ce rapport appelle à:

1. coordonner davantage les actions européennes afin de prévenir le risque de récession, de préserver l'emploi, de protéger les membres de la société les plus vulnérables et d'encourager la cohésion. À cette fin, il convient de renforcer les instruments de gouvernance économique européenne;
2. accroître l'ampleur du plan de sauvetage en vue de stimuler la demande. Les mesures sociales devraient également être renforcées pour dynamiser les «stabilisateurs automatiques», qui limitent l'étendue de la récession. Les mesures adoptées par l'UE et la BEI en matière d'investissements doivent être mises en œuvre dès que possible, et d'autres actions urgentes s'imposent afin de contrer le resserrement du crédit;
3. adopter une initiative européenne pour l'emploi visant à aider les sociétés à créer de l'emploi et à préserver ce dernier, notamment par des subventions pour l'emploi temporaire, une assistance à la formation et une aide accrue permettant aux chômeurs de trouver un nouvel emploi. Le Conseil européen devrait proposer des mesures concrètes cette semaine – il faut agir maintenant et ne pas attendre le sommet de mai;
4. agir au niveau européen contre les écarts grandissants entre les États membres: l'UE doit renforcer son aide, à travers les Fonds structurels, le Fonds d'ajustement à la mondialisation, la Banque européenne d'investissement et des instruments financiers novateurs tels que les euro-obligations, et reconnaître les différentes capacités des États membres à adopter des plans de relance;
5. coordonner les investissements dans les politiques de demain, dont l'orientation de l'économie dans un sens écologique, la modernisation des services publics et sociaux et l'apprentissage tout au long de la vie, afin de créer une main-d'œuvre adaptée au XXI^e siècle. L'ampleur et les contenus du budget communautaire doivent être réévalués, et les dépenses réorientées vers des objectifs sociaux et environnementaux;
6. mettre le secteur financier au service de l'économie réelle et élaborer un calendrier de mise en œuvre des propositions législatives détaillées du PE, telles qu'adoptées dans les rapports Rasmussen et Daianu/Van den Burg, et citées de manière substantielle dans le rapport du groupe de Larosière. Tous les paradis fiscaux doivent être fermés.

Divisions des autres groupes

Le principal sujet de controverse était la priorité pour le groupe socialiste de «préserver l'emploi et de lutter contre le chômage de masse». Pour les groupes PPE-DE et ADLE, ce défi et cette responsabilité sont moins importants que de veiller aux bonnes pratiques bancaires et de rétablir le crédit et les marchés financiers, alors que, pour les socialistes, ces thèmes sont tout aussi importants pour gérer la crise financière. En outre, selon le PPE-DE et l'ADLE, toutes les mesures souhaitables devraient être ponctuelles, ciblées et provisoires tandis que, pour les socialistes, la crise actuelle est un nouveau départ pour réellement changer le comportement de tous les acteurs économiques et financiers et fermer le «capitalisme de casino».

Nos prochains objectifs politiques

De par son ampleur, la crise est une occasion unique et historique de réformer de manière radicale nos économies et d'ouvrir la voie vers un développement à long terme qui soit réellement durable et équitable socialement. Il est par conséquent vital que le programme européen de relance économique remplisse cet objectif central. L'Union européenne devrait faire preuve d'initiative et aider de manière plus conséquente et mieux coordonnée les États membres en difficulté. Des mesures fortes sont dès lors nécessaires au nom de la solidarité européenne pour protéger la zone euro et renforcer la cohésion interne de l'Union européenne.

La nature planétaire de la crise économique et financière impose de mener une action internationale conjointe et rapide. Les États membres de l'UE devraient adopter une position européenne forte et unie en vue des négociations internationales, notamment du G20. À nouveau, les priorités principales devraient être de relancer les activités bancaires, de réguler le système financier, de coordonner la relance budgétaire, de soutenir les pays en développement et d'encourager les adaptations structurelles nécessaires.

D'une manière plus générale, cette discussion devrait ouvrir la voie vers un «*New Deal* mondial», qui tracera les contours d'un nouvel ordre mondial et qui devrait combiner la coordination de la relance, la régulation des marchés financiers, un accord international relatif à la lutte contre le changement climatique, un accord multilatéral visant à ouvrir les marchés, des politiques de développement plus fortes et une extension à l'échelle mondiale du programme de travail de l'OIT pour le travail décent. La gouvernance mondiale devrait être réformée pour créer les conditions nécessaires à la négociation et à la mise en œuvre de ce *New Deal* mondial. Nous devrions dès lors élaborer de toute urgence un plan européen plus ambitieux et plus progressiste afin de faire face à la crise économique et financière, qui devrait s'accompagner d'une action conjointe des partenaires internationaux de l'UE, à savoir le G20.